

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-temple

Savigny-le-temple, le 5 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHROM IMPEC

ZONE INDUSTRIELLE EIFFEL
20 22 RUE EIFFEL
77220 Gretz-Armainvilliers

Référence : E4/24- 0534
Code AIOT : 0006501186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2024 dans l'établissement CHROM IMPEC implanté 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 18/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROM IMPEC
- 20-22 rue Eiffel 77220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006501186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CHROM IMPEC est une société spécialisée dans la protection et le traitement des métaux par polissage, nickelage, chromage et/ou cuivrage des pièces mécaniques ou aéronautiques. L'installation est classée au titre des rubriques 3260, 4110-2, 4120-2 et 4130-2 et est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009. Il s'agit d'un site à enjeux qui a fait l'objet d'inspections en 2016, 2019, 2022 et 2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	REACH	Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte	3 mois
2	Consignes	Arrêté Préfectoral du	Astreinte, Demande de	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'exploitation destinées à prévenir les accidents	22/09/2023, article 1	justificatif à l'exploitant	
4	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.5.2.1 à 4.5.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Interdiction d'activités au-dessus des installations	Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 8.1.5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Registre d'élimination des déchets	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Sans objet
5	Prélèvements et consommations d'eau	AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité avec la réglementation sur plusieurs points mais ne respecte toujours pas l'ensemble des points de contrôle faisant l'objet de l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2022 de mise en demeure et de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2023 le rendant redevable d'une astreinte administrative journalière.

En effet, l'inspection des installations classées a constaté que la société CHROM IMPEC ne respecte toujours pas l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009 et les dispositions de l'annexe XIV du règlement (CE) n°1907/2006 du 18/12/2006, dit « REACH », mentionnés à l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 26 décembre 2022 et à l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 septembre 2023 la rendant redevable d'une astreinte administrative journalière.

En conséquence, un titre de perception d'un montant de 2 300 euros, calculé sur 115 jours, du 4 octobre 2023 au 26 janvier 2024, sera rendu exécutoire.

Par ailleurs, il est proposé de mettre en demeure la société CHROM IMPEC de respecter l'article 8.1.5 relatif à l'interdiction d'activités au-dessus des installations de l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2009.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : REACH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, REACH
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26 décembre 2022 et répartie comme suit : <ul style="list-style-type: none">• 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006, dit « REACH » en indiquant les scénarios d'exposition dont relève le site et en démontrant le respect des rapports sur la sécurité chimique associés [...].
Constats : Par message électronique du 09/10/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection un message électronique de l'UITS (Union des Industries des Technologies des Surfaces) auquel il s'est adressé pour justifier du respect des exigences prévues par l'annexe XIV du règlement (CE) n° 1907/2006 du 18 décembre 2006, dit « REACH ». Il doit notamment indiquer les scénarios d'exposition dont relève le site et démontrer le respect des rapports sur la sécurité chimique associés. Par message électronique du 31/01/2024, l'exploitant a indiqué que les représentants de l'UITS viendront sur site le 21/02/2024 afin d'avancer sur le sujet « REACH ». L'inspection des installations classées considère, qu'au regard des constats ci-dessus, la composante de l'astreinte relative au règlement «REACH » ne peut être levée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit indiquer le(s) scénario(s) d'exposition dont relève son installation et démontrer qu'il respecte les rapports sur la sécurité chimique associés au(x) scénario(s).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Astreinte
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8-4° du Code de l'environnement, la société CHROM IMPEC (SIREN n° 582101259) qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS (77220), est rendue redevable d'une astreinte administrative journalière jusqu'à satisfaction des dispositions suivantes ayant fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2022/DRIEAT/UD77/118 du 26 décembre 2022 et répartie comme suit : <ul style="list-style-type: none">• [...],• 10 (dix) euros jusqu'à la satisfaction des exigences prévues par l'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD IC 340 du 15 décembre 2009 qui prévoit « Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le

dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

« Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations décrivent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. »

« Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétentions, canalisations, ...) est vérifié périodiquement par l'exploitant, notamment avant et après toute suspension d'activité de l'installation supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Un préposé dûment formé contrôle les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets. »

« Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le préposé s'assure notamment de la présence de réactifs nécessaires et du bon fonctionnement du système de régulation, de contrôle et d'alarme. ».

Constats :

Un nettoyage annuel des rétentions de l'atelier de traitement de surface est réalisé durant l'été. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation du dernier nettoyage, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions n'étant pas consignées dans un registre. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les consignes d'exploitation des installations décrivant les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien.

L'inspection des installations classées considère, qu'au regard des constats ci-dessus, la composante de l'astreinte relative aux consignes d'exploitation ne peut être levée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de la mise en place de consignes d'exploitation des installations décrivant les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Registre d'élimination des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'élimination des déchets

Prescription contrôlée :

La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS est mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois, les dispositions de l'article 5.3.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection un registre d'élimination des déchets.

Par courrier préfectoral du 30/06/2023 et suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 11/04/2023, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, un registre d'élimination des déchets complété conformément aux dispositions de l'article 5.3.7 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2009 et les derniers bordereaux

de suivi des déchets établis sur « Trackdéchets ».
Constats : Par messages électroniques des 29/01/2024 et 07/02/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection son registre d'élimination des déchets établi conformément aux dispositions de l'article 5.3.7 de l'arrêté préfectoral du 15/12/2009 et les derniers bordereaux de suivi des déchets établis sur « Trackdéchets ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Produits chimiques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS est mise en demeure, dans un délai de trois mois, de respecter les dispositions de l'article 7.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de transmettre à l'inspection un inventaire des substances ou préparations dangereuses. Par courrier préfectoral du 30/06/2023 et suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 11/04/2023, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, un plan général des stockages à annexer à l'inventaire des produits dangereux présents sur site.
Constats : Par messages électroniques du 20/03/2023 et du 11/04/2023, l'exploitant a transmis l'audit de classement ICPE de son site réalisé par Coélys. Ce document recense les produits présents sur site : ceux utilisés dans les cuves de traitement de surface et ceux en stock sur site. Les quantités présentes sur site sont mentionnées. Lors de la visite terrain, l'inspection a pu constater l'installation d'un nouveau bain de nickelage chimique dans l'atelier. Par message électronique du 07/02/2024, l'exploitant a transmis un plan général des stockages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son inventaire de substances ou préparations dangereuses et le classement ICPE de ses installations avec l'ajout du nouveau bain de nickelage chimique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/12/2022, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : La société CHROM IMPEC qui exploite des installations de traitement de surface sur son site situé 20-22 rue Eiffel à GRETZ-ARMAINVILLIERS est mise en demeure, dans un délai de trois mois, de

respecter les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/12/2009 et de s'assurer du respect de la consommation maximale autorisée.

Par courrier préfectoral du 30/06/2023 et suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 11/04/2023, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, la consommation d'eau pour l'année 2022.

Constats :

L'inspection a constaté la mise en place d'un compteur d'eau au niveau de l'atelier. Le compteur a été installé fin août 2023.

De début septembre 2023 à fin janvier 2024, soit sur une période de 5 mois, la consommation d'eau est de 26,35 m3.

La consommation d'eau estimée sur 12 mois est donc inférieure à 400 m3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 4.5.2.1 à 4.5.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Article 4.5.2.1 : Campagnes d'analyses

Une surveillance de la nappe phréatique située au droit du site sera réalisée selon les dispositions définies ci-après :

- Au moins deux fois par an (en périodes de hautes et de basses eaux de nappe), le niveau piézométrique sera relevé et un prélèvement et une analyse des eaux souterraines seront effectués au niveau des trois piézomètres de contrôle Pz1, Pz2 et Pz3.
- Les échantillons seront analysés afin de déterminer les teneurs en cyanures totaux, chrome, cuivre et nickel. Les échantillons et prélèvements seront effectués selon la norme et les pratiques en vigueur.
- Les relevés et les prélèvements seront effectués par un laboratoire agréé par le ministère de l'environnement, selon les normes et pratiques en vigueur. La fréquence, la durée et les caractéristiques des prélèvements et analyses pourront être revues en accord avec l'inspecteur des installations classées en fonction des résultats obtenus.

Article 4.5.2.2 : Transmission des résultats

Toute anomalie dans les résultats des relevés et analyses est signalée sans délai à l'inspection des installations classées.

Un rapport contenant les résultats des relevés et mesures prescrits ci-dessus est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant leur réalisation. Les résultats sont commentés. Le rapport fait apparaître les évolutions éventuelles de la qualité des eaux souterraines et comprend les éléments d'interprétation disponibles.

Article 4.5.2.3 : Pollution des eaux souterraines

Si les résultats des campagnes de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit en informer sans délai le Préfet et l'inspection des installations classées.

Il doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Il informe le Préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées afin de remédier à cette pollution.

Par courrier préfectoral du 30/06/2023 et suite aux non-conformités relevées lors de l'inspection du 11/04/2023, Monsieur le préfet demandait à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, sous 3 mois, les éléments demandés par courrier préfectoral du 26 décembre 2022 relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Constats :

Pour rappel, les rapports de surveillance des eaux souterraines font état d'une pollution au chrome. Celle-ci n'a pas été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. L'exploitant n'a pas mis en place d'investigations supplémentaires pour en déterminer la cause et y remédier si la pollution provient de son installation.

Par courrier du 26/12/2022, Monsieur le préfet de Seine-et-Marne a demandé à l'exploitant, sous 3 mois :

- d'analyser la pertinence du réseau piézométrique actuel et de proposer, le cas échéant, une instrumentation complémentaire ;
- de transmettre l'interprétation, sous forme de rapport comme mentionné ci-dessus sur l'origine de la dégradation de la qualité des eaux souterraines depuis la mise en place de la surveillance ;
- de réaliser et transmettre une carte piézométrique faisant apparaître, a minima, les cotes piézométriques relevées, le sens d'écoulement de la nappe ainsi que la localisation des piézomètres.

Lors de l'inspection du 11/04/2023, l'exploitant avait présenté à l'inspection un mail de relance du 03/04/2023 adressé à un bureau d'études pour la réalisation d'un dossier en réponse au courrier préfectoral du 26/12/2022 cité ci-dessus. Aucune relance n'a été réalisée depuis.

Les campagnes de 2023 ont été effectuées en mars et en décembre. Aucun rapport relatif à ces campagnes n'a été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- dans un délai de 3 mois, transmettre les rapports relatifs à la surveillance de la qualité des eaux souterraines de 2023,
- dans un délai de 6 mois, apporter les éléments demandés par courrier préfectoral du 26/12/2022 relatif à la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Interdiction d'activités au-dessus des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2009, article 8.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, Interdiction d'activités au-dessus des installations

Prescription contrôlée :

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux occupés par des tiers ou habités.

Constats :

L'installation est surmontée de locaux habités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

